



ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 26 SEP. 2024

mettant en demeure la société TSCHOEPPE INDUSTRIE
dont l'exploitation se situe parc d'activités du Ried, 2 rue Lavoisier, 67720 Hoerdt
de respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 09 avril 2019 relatif
aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement
au titre des rubriques 2565 et de l'arrêté préfectoral du 16 octobre 2007
portant autorisation des installations de production de la société TSCHOEPPE INDUSTRIE

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN**

- VU** le code de l'environnement, notamment son article L. 171-8 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 09 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre des rubriques 2564 ou 2565 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 16 octobre 2007 portant autorisation des installations de production de portails et de fermetures en aluminium par la société TSCHOEPPE INDUSTRIE à Hoerdt ;
- VU** le rapport de la visite du 07 août 2024 de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est ;

CONSIDÉRANT que lors de cette visite, l'inspection a constaté la non-conformité suivante :

au mépris de l'article 19 de l'arrêté ministériel du 09 avril 2019 susvisé, le déclenchement de l'alarme incendie n'entraîne pas l'arrêt automatique des systèmes susceptibles de propager l'incendie (système d'aspiration des vapeurs des bains, chauffage des bains) ;

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine* » ;

APRÈS échange contradictoire avec l'exploitant sur le rapport des services de l'inspection des installations classées ;

SUR PROPOSITION du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,

ARRÊTE

Article 1 :

La société TSCHOEPPE INDUSTRIE, dont le siège social se situe 2 rue Lavoisier à Hoerdt (67720), pour le

site qu'elle exploite parc d'activité du Ried, 2 rue Lavoisier à Hoerd (67720), est mise en demeure de respecter la prescription rappelée ci-après :

de l'arrêté ministériel susvisé du 09 avril 2019 :

- dans un délai de **trois mois** :

- article 19 « *Le déclenchement d'une alarme incendie entraîne l'arrêt automatique des systèmes susceptibles de propager l'incendie (système d'aspiration des vapeurs des bains, chauffage des bains).* »

Article 2 : mesures de publicité

En application des dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement et en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin, pendant une durée minimale de deux mois.

Article 3 : sanctions administratives

Faute pour l'exploitant de se conformer dans les délais aux dispositions de la présente mise en demeure de respecter des prescriptions techniques, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 : voies et délais de recours

La présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Strasbourg (31 avenue de la Paix - BP 51038 - 67070 Strasbourg cedex), ou sur le site www.telerecours.fr, par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

Article 5 : exécution

- Le sous-préfet de l'arrondissement de Haguenau-Wissembourg,
- le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin,
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société TSCHOEPPE INDUSTRIE par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée au maire de Hoerd.

La préfète,

Pour la Préfète et par délégation
le Secrétaire Général

Mathieu DUHAMEL